

TURQUIE**Réseau de putschistes présumés :
neuf nouvelles inculpations**

Neuf personnes ont été inculpées tôt hier par un tribunal d'Istanbul portant à 12 le nombre de suspects écroués depuis mercredi dans le cadre d'un nouveau coup de filet visant un réseau qui chercherait à renverser le gouvernement turc, a rapporté l'agence Anatolie.

Parmi les personnes inculpées figure un ex-chef de la police spéciale, Ibrahim Sahin, personnage controversé impliqué dans les années 1990 dans un scandale politico-mafieux, précise l'agence.

La cour a cependant décidé de relâcher dix autres personnes, dont un général quatre étoiles à la retraite, Tuncer Kilinç, l'ex-secrétaire général du puissant Conseil national de sécurité, et Kemal Gürüz, l'ex-président de l'organe de contrôle de l'enseignement supérieur.

Quatre autres suspects ont été déférés hier devant cette cour. Parmi eux : un autre ex-général d'armée, Kemal Yavuz, connu pour son farouche opposition au gouvernement, et un autre général qui fut autrefois le responsable juridique de l'état-major des armées. Le Premier ministre

Recep Tayyip Erdogan a lancé un appel à l'opposition

qui l'a accusé de mener une «dictature péroniste», demandant de laisser travailler les procureurs qui instruisent l'affaire. «Il y a dans ce pays des magistrats et des procureurs à la conscience libre. Personne ne doit se considérer au-dessus de la justice», a-t-il dit lors d'une réunion à Ankara de son Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste).

Il a appelé «particulièrement les hommes politiques» à éviter de s'immiscer dans le pouvoir judiciaire, affirmant que la démocratie turque sortira renforcée de cette enquête qui a attisé les tensions entre les partisans du gouvernement et les milieux laïques.

Samedi, la cour d'Istanbul avait décidé d'inculper quatre

officiers interpellés mercredi. La police a arrêté mercredi 33 personnes lors d'opérations, selon un communiqué qu'elle a publié hier. Parmi eux figurent trois ex-généraux et des universitaires, défenseurs de la laïcité. Les interpellations ont été réalisées dans le cadre de l'enquête sur le groupe «Ergenekon», du nom du mytique berceau du peuple turc en Asie centrale, accusé d'avoir voulu déstabiliser le pays afin de préparer le terrain à un putsch qui renverserait le gouvernement, au pouvoir depuis 2002. L'opération a été vivement critiquée par l'opposition et par différentes personnalités de la société civile affirmant que l'enquête était devenue un instrument du gouvernement pour faire taire l'opposition. L'enquête a connu un rebondissement vendredi avec la découverte par la police, près d'Ankara, notamment sur la base d'un croquis appartenant à Ibrahim Sahin, d'une cache d'armes contenant deux lance-

roquettes, 29 pistolets, 25 grenades, deux mitrailleurs et des munitions. Ces armes ont été présentées hier à la presse. On ignorait cependant si elles devaient servir pour provoquer un coup d'Etat ou dataient de l'époque où ce policier, proche des milieux ultra-nationalistes, était impliqué, en 1996, dans un scandale qui avait pour la première fois mis au jour l'existence de bandes criminelles dans lesquelles se retrouvent à la fois agents des services de renseignement civils et militaires ainsi que des représentants de la pègre et hommes d'affaires douteux.

Des excavations effectuées vendredi et samedi dans deux endroits à Ankara

ainsi qu'à Hatay, dans le sud du pays, se sont révélées infructueuses. En octobre a débuté le procès près d'Istanbul de 86 personnes — des officiers à la retraite, des journalistes, des hommes politiques, des membres de la pègre — accusées d'appartenir au réseau.

MAROC**Trois morts
et sept blessés
dans l'incendie
d'une usine**

Un incendie accompagné de la déflagration d'une citerne de gaz propane dans une usine de fabrication de céramique à Fès (centre du Maroc) a fait samedi soir trois morts, dont un responsable de la Protection civile, et sept blessés, ont indiqué hier les autorités locales.

Une personne était en outre toujours portée disparue hier matin, a-t-on précisé de même source. L'incendie, à l'origine indéterminée, a provoqué l'explosion de la citerne de propane. Une dalle de béton est ensuite tombée sur des ouvriers alors que les secours s'efforçaient d'éteindre le feu.

Une enquête judiciaire a été ouverte par le parquet pour déterminer les causes du sinistre, selon la même source.

RUSSIE**Sept morts,
dont un haut
responsable, dans
un accident
d'hélicoptère**

L'accident d'un hélicoptère russe, disparu vendredi en Sibérie, a fait sept morts, dont un haut responsable russe, ont annoncé hier les autorités régionales, citées par les agences russes. «Quatre personnes ont survécu à la catastrophe aérienne», a déclaré le vice-ministre russe des Situations d'urgence, Pavel Popov.

L'hélicoptère de la compagnie aérienne Gazpromavia, dont la trace avait été perdue vendredi, transportait trois membres d'équipage et huit passagers, qui se rendaient à une partie de chasse.

Alexandre Berdnikov, le gouverneur de la région montagneuse de l'Altaï, où l'appareil s'est écrasé, a indiqué que l'un des morts était le représentant du Kremlin à la chambre basse du Parlement (Douma), Alexander Kossopkine. Le vice-premier ministre de l'Altaï, Anatoli Bannikh, a lui survécu à la catastrophe, due à une panne de moteur, selon le gouverneur de cette région frontalière du Kazakhstan et de la Mongolie.

«D'après nos conversations avec Bannikh, il ressort que le moteur de l'hélicoptère a connu une panne et il s'est écrasé. C'est pour cela que sept passagers, dont le représentant du président à la Douma Alexandre Kossopkine, sont morts», a expliqué le gouverneur de l'Altaï.

Un précédent bilan faisait état de huit morts et trois blessés.

L'appareil a été retrouvé hier dans cette région montagneuse au sud de la Sibérie, où la température avoisinait -35 degrés Celsius.

SOMALIE**Au moins 25 personnes tuées
dans des combats entre groupes rivaux**

Au moins 25 personnes ont été tuées et 51 blessées hier dans le centre de la Somalie dans des combats entre des groupes armés rivaux, rapportent des agences de presse.

Selon ces agences, les combats ont éclaté hier matin dans la localité de Guriel (500 km au nord-est de Mogadiscio) entre le groupe de «Shebab», et des miliciens affiliés à un autre groupe, Ahlusunah Waljameah. «C'étaient les affrontements les plus violents jamais vus dans la région

entre les deux groupes. Nous avons compté au moins 25 morts, la plupart des combattants, et il est possible qu'il y ait plus de cadavres à l'extérieur de la ville», a déclaré un chef coutumier de Guriel, Abdulahi Hirsi Moge. «Des civils ont été conduits à l'hôpital», a indiqué un des habitants, Ahmed Abdifatah. Au moins 51 blessés ont été admis dans le principal hôpital de Guriel après l'arrêt des combats, a déclaré de son côté un membre du personnel de l'hôpital, Mohamed Adan.

La Somalie, pays pauvre de la Corne de l'Afrique, est livrée au chaos et à l'anarchie depuis 1991. Mogadiscio et d'autres régions somaliennes sont le théâtre depuis début 2007 de violences meurtrières, opposant les forces gouvernementales soutenues par l'armée éthiopienne, à une insurrection dirigée par des milices liées aux ex-tribunaux islamiques. Les civils somaliens sont les principales victimes de ces violences, qui ont fait plusieurs milliers de morts depuis début 2007.

ÉTATS-UNIS**Obama affirme qu'il faudra plus de temps
pour fermer Guantanamo**

Barack Obama a reconnu qu'il n'arrivera pas à fermer le camp de prisonniers de Guantanamo dans les 100 premiers jours de sa présidence, mais a réitéré sa promesse de clore l'installation controversée, selon les extraits d'une interview diffusée hier.

«C'est plus difficile que nombre de gens ne le pensent», a déclaré le président élu américain dans une interview diffusée sur la chaîne de télévision américaine ABC.

«Je crois que cela va prendre un certain temps et nos équipes de juristes travaillent avec les responsables de la sécurité nationale, en ce moment même, pour arriver à savoir exactement ce que nous allons faire», a souligné M. Obama, qui s'était engagé à fermer Guantanamo dans les

100 jours suivant son investiture. Le camp de prisonniers de Guantanamo est devenu le symbole des aspects les plus controversés de la guerre contre le terrorisme lancée par l'administration du président George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001. Mais M. Obama a réitéré sa promesse de fermer l'installation qui se trouve sur le territoire cubain. «Je ne veux pas qu'il y ait d'ambiguïté sur cette question. Nous allons fermer



Guantanamo et nous allons le faire de manière à être sûr que les procédures que nous mettons en place respectent notre Constitution», a-t-il souligné.